

L'après-10 mai

du mouvement gai

JEAN BOYER

UN an après le 10 mai, le mouvement homosexuel est encore occupé à se redéfinir. Après une longue phase infantile et gauchiste, il s'était développé depuis 1979 sur un socle de campagnes démocratiques, principalement celle pour l'abrogation de l'article 331-3 du Code pénal qui, interdisant d'être homosexuel avant 18 ans, introduisait une discrimination légale par rapport aux hétérosexuels (majorité sexuelle à 15 ans). Ce socle, qui avait durant deux ans cimenté le Comité d'urgence anti-répression homosexuelle (CUARH), s'est effrité, puis a éclaté avec le vote par l'Assemblée nationale, le 20 décembre dernier, d'une loi abrogeant cette loi antihomo.

Quelles nouvelles perspectives après cette victoire ? Que faire contre l'homophobie policière après que Defferre ait publié deux circulaires rappelant ses troupes à l'ordre (« *Les contrôles exercés dans le cadre de la loi pénale ne doivent présenter aucun caractère discriminatoire à l'encontre des homosexuels, notamment dans leurs lieux de rencontre privilégiés.* ») ? Comment s'opposer à Guy Thomas, P-DG de FR3, lorsqu'il refuse les petites annonces homos à la télé ? Autant de questions, parmi mille, qui obligent à redéfinir une stratégie, et des axes de mobilisation.

De nombreux acquis

Les groupes homos ne partent pas de rien. Ils ont à leur actif des mobilisations importantes, comme celle du 4 avril 1981 (12 000 personnes dans la rue) ; ils ont combiné la construction de groupes spécifiques (car les opprimés doivent compter avant tout sur eux-mêmes), une interpellation offensive du mouvement ouvrier (22 organisations nationales soutenaient

la marche du 4 avril, avec des messages de la CGT, CFDT, PS ...) des campagnes démocratiques. Le mouvement homo en France a jusqu'ici maintenu cahin-caha sa mixité (au moins dans les initiatives, car des groupes de lesbiennes peuvent être nécessaires au même titre que n'importe quelle réunion non-mixte de femmes) ; il a eu une démarche d'ensemble unitaire, dans une optique pragmatique, où l'on construit un mouvement sur des axes de campagne les plus larges possible, et non pas sur un programme idéologique.

La plupart des groupes homos ont également compris l'importance d'une coordination nationale permanente, centre nerveux des campagnes nationales, ce rôle étant jusqu'ici rempli par le CUARH.

C'est parce que ces bases générales sont admises par la plupart des groupes que le CUARH a pu se développer en 1979-1981, dans une période où pourtant la plupart des « mouvement sociaux » étaient en crise. Et c'est pour cela qu'il a pu survivre au changement politique du 10 mai, ce qui n'est pas si mal : l'édifice était suffisamment solide pour ne pas voler en éclat, alors que s'imposait une transformation complète des campagnes et activités.

Ce qui est fondamental dans les trois dernières années du mouvement, c'est la compréhension de plus en plus partagée de la nécessaire construction d'un mouvement social, massif, à partir des campagnes. Face à ceux et celles qui s'enfermaient durant l'essentiel des années 1970 dans une marginalité, au nom de la subversion de l'ordre hétérosexuel et de la radicalité homo, le CUARH a été créé dans l'optique d'un mouvement social, pour trouver les thèmes et formes d'action permettant de sensibiliser la masse des homosexuels, et de rechercher des alliances auprès du

mouvement ouvrier et démocratique. Contre la répression, les discriminations, le racisme antihomo, il était possible de rassembler largement, de trouver la force collective qui permet aux homos d'exister, de s'assumer personnellement, de transformer en un fait de société ce qui était une question privée, secrète et honteuse.

Cette stratégie a prouvé son efficacité. Ses détracteurs d'antan la combattent encore en y voyant une intégration/récupération. Certes, le danger existe : la société de consommation est prête à lancer un réseau de boîtes et saunas qui organiserait le monde homosexuel. Mais, outre que l'insécurité des lieux de rencontre publics (ou leur absence) est mille fois pire, la répression l'emporte aujourd'hui encore largement sur la permissivité. De plus, ce n'est ni dans des débats intellectuels ni dans des comportements différents ou des lieux alternatifs que se trouve « la solution » au problème de l'intégration : c'est dans la situation politique qui s'ouvre, et la remise en cause de tous les rapports sociaux qu'elle ne peut qu'entraîner, à l'image de Mai 1968 ou d'Octobre 1917. Pour que le mouvement homosexuel puisse aborder ces échéances sans être noyé sous la vague, il faut qu'il soit sorti avant des petits cénacles intellectuels ou des groupes avant-gardistes pour occuper toute sa place dans le champ social.

Cela implique une stratégie d'alliances, qui amène bien sûr à privilégier le mouvement ouvrier et le mouvement femmes : toutes les échéances montrent que ce sont là les partenaires privilégiés des groupes homos, même s'il y a souvent un peu de tôle froissée.

Mais les tendances « radicales » n'ont pas disparues totalement. Elles se portent même bien dans le mouvement lesbien. Globalement, le nombre de groupes de lesbiennes se développe (et les femmes sont aussi nombreuses dans les groupes mixtes).

Plusieurs centaines de femmes participent aux rencontres d'été, des milliers de lesbiennes étaient dans la rue le 4 avril 1981. Mais cela se fait dans une grande extériorité par rapport à la scène politique. Les thèmes des ateliers de la rencontre d'été de l'Euzière l'an dernier, deux mois après le 10 mai, illustrent cette situation : psychanalyse, photo, poterie, théâtre-mime, karaté, rencontre avec les lesbiennes radicales... Certes, l'été il faut savoir être en vacances, mais n'était-il pas possible de mieux utiliser la plus grande rencontre annuelle

de lesbiennes pour discuter des perspectives du mouvement dans la nouvelle situation politique ?

Le début d'une reorientation

La transition vers-l'après 10 mai a été facilitée par le fait que plusieurs axes ont pu être dégagés après un débat à l'Université d'été homosexuelle de Marseille, puis à une coordination nationale du CUARH à Lyon en septembre 1981. Il s'agissait de poursuivre les contacts auprès de divers ministères pour être reconnus comme interlocuteurs valables par les pouvoirs publics (cette démarche d'interpellation pour demander au gouvernement de tenir les promesses faites étant évidemment positive) ; d'engager des actions contre le fichage des homos par la police, pratique qui reste courante dans de nombreuses villes ; de maintenir la pression pour faire abroger la loi antihomos ; de lancer des actions pour l'accès du mouvement homo à la télévision (tribunes libres, droit de réponse...)

L'impact de ces activités de caractère national était évidemment moindre que la campagne de 1980-81 pour l'abrogation de l'article 331-2. Mais l'accord se réalisa sur l'importance des initiatives locales permettant d'ancrer plus profondément les groupes gais dans le milieu homosexuel : l'impulsion de lieux associatifs, centres de rencontre et d'action, était une dimension à développer tout particulièrement. Il en résulte un rôle accru des activités locales et une certaine relativisation de la dimension campagnes nationales. Ainsi s'amorce une recomposition assez profonde des formes d'existence du mouvement gai.

Les soubassements de ce début de réorientation de l'automne 1981 étaient les suivants : les groupes existant étaient minoritaires (moins d'un millier de gai(e)s en tout, organisés dans une trentaine de villes), souvent mal perçus (car trop politistes, intellectuels ou « radicaux/cales »). Or, la situation politique nouvelle allait entraîner une « sortie du placard » de plus en plus massive, une aspiration à vivre enfin les libertés promises par la gauche. Il fallait donc trouver des formes d'organisation nouvelles répondant à ces aspirations, et préparer une transformation profonde des groupes (et, au-delà, du CUARH) allant vers une transcendance. Mais d'un autre côté il fallait bien partir de ce qui

existait, et donc des groupes tels qu'ils sont, et du CUARH, d'autant plus que les axes antérieurs d'intervention, lutte contre la répression, campagnes droits et libertés, ne disparaissaient pas miraculeusement avec l'élection de Mitterrand. Il fallait donc combiner campagnes nationales et ancrage local, lutte défensive contre la répression et revendications en positif, interpellation du gouvernement et prise en charge de leur situation par les homos eux-mêmes.

On comprend qu'il y ait eu des réticences, des difficultés pour admettre ce type de démarche, bien plus complexe que les campagnes antirépression antérieures. Certains disaient « créons nos espaces de liberté », d'autres ne voyaient que la poursuite des axes antérieurs (contre le fichage...). Beaucoup attendaient que, quelques entrevues ministérielles aidant, le changement vienne tout naturellement de l'action gouvernementale. Mais l'essentiel des divergences furent portées par les groupes de lesbiennes : lors de la rencontre annuelle de l'été dernier, il ne fut pas un seul instant question d'actions de type politique, d'insertion dans les changements sociaux en cours, mais de thèmes idéologiques, théoriques ou ludiques qui plaçaient l'essentiel du mouvement lesbien à côté des possibilités politiques ouvertes par le 10 mai, si ce n'est dos tourné. Les femmes des groupes gais mixtes étaient souvent écartelées entre cette orientation « radicale », leur volonté de poursuivre un travail lié au CUARH et dont le bilan était positif (5 000 lesbiennes dans la rue le 4 avril 1981), et les appels d'offre du MLF-déposé qui, ici comme ailleurs, voulait marquer son hégémonie sur le Mouvement des femmes.

Les perspectives proposées par la LCR

Dès septembre 1981, la LCR expliquait, dans une plaquette (*Quelles perspectives pour les luttes homosexuelles ?*) que la réponse devait être recherchée dans trois directions : le maintien de campagnes démocratiques, le problème de l'audiovisuel étant le plus propice ; l'existence d'une presse homo renforcée, en particulier en développant le mensuel du CUARH, *Homophonies* ; enfin le développement de lieux associatifs.

L'audiovisuel tout d'abord : on sait comment la télévision giscardienne a traité les homos (4 minutes d'in-

formation télévisées, plus une émission en 1975 et une en 1979 sur l'homosexualité masculine), et on connaît l'importance des médias pour façonner la conscience et les mentalités des gens. Comme une loi sur l'audiovisuel était en préparation, il ne fallait pas être grand clerc pour saisir l'importance du débat qui allait se dérouler autour de la question. Les gai(els) pouvaient s'inscrire d'autant mieux dans ce processus qu'il ne s'est pas passé un mois sans qu'ils n'aient de nouveaux griefs à faire valoir contre les chaînes de télé nationales : il y a eu le film-reportage, *les Trottoirs de Manille* (auquel un droit de réponse s'imposait), les « affaires » de ballets bleus, les appels à la haine dans *Paris-Match* ou *Minute* qui auraient pu se traduire par des actions en justice, ou des mobilisations), le silence opaque de la télé sur l'abrogation de la loi antihomo (un flash à 23 heures,

au dernier bulletin, et rien d'autre), le refus des petites annonces homos à FR3 par Guy Thomas, etc. Enfin, le débat parlementaire à l'occasion duquel les gais auraient pu exiger d'être représentés parmi les « forces sociales » au Conseil national de la communication, aux côtés des syndicats, des organisations démocratiques, etc., pour exercer un minimum de contrôle sur un outil qui reste décidément très homophobe.

Pas un mois ne s'est écoulé sans que se présente une occasion de nourrir une campagne en direction de l'audiovisuel à partir de l'actualité. Les revendications étaient simples : tribunes libres, contrôle sur les programmes (dans le sens d'un droit de réponse), aide à la création et à la programmation d'émissions gais. Mais si le CUARH, la presse (*Masques*, *Gai-Pied*) ont fait diverses actions dans ce sens, il n'y a pas encore

eu véritablement de campagne, parce que la conviction n'en était pas encore partagée par tout le monde.

Le retard pris en ce domaine a des conséquences nombreuses : le CUARH, qui n'a pas su vraiment organiser cette campagne, n'a pas été perçu comme l'instrument efficace dont les homos avaient besoin dans l'après-10 mai. Certes, il n'était pas remis véritablement en cause mais son crédit commençait à s'effriter. L'absentéisme aux réunions grandissait, cette situation se révélant propice aux scissions, crises individuelles, etc. Les répercussions se sont fait aussi sentir sur la presse du CUARH.

S'agissant de la presse, le panorama est le suivant : *Gai-Pied*, mensuel quasi-exclusivement masculin, à l'audience de masse (50 000 lecteurs ?) grâce à ses petites annonces qui couvrent jusqu'à 50 % de la surface du journal !. Sa démarche est engagée,



mais très anti-CUARH pour diverses mauvaises raisons. *Masques* glisse de plus en plus vers un type de revue culturelle, de qualité, mais quelque peu élitiste. Aucune revue lesbienne. *Homophonies* enfin, mensuel du CUARH, lu par quelques milliers de personnes, diffusé par des groupes en vente militante.

Il y avait donc place pour une presse militante, centrée sur le mouvement. *Homophonies* renouvelé pouvait l'occuper. En effet si des homos veulent changer leur mode de vie (s'assumer publiquement....) sans rejoindre des groupes encore petits et peu en prise sur le milieu, une presse « engagée » pouvait être le moyen d'intéresser et d'organiser, de manière lâche il est vrai, cette couche de personnes. Il faut, pour cela, un journal qui s'inscrive dans des campagnes, reflète la vie des groupes, les actions politiques et militantes.

Mais cette transcroissance d'*Homophonies* est à peine amorcée : elle a été freinée par des questions d'orientation (on sait qu'un journal militant ne se vend que s'il est porteur de campagnes et d'une vie intense des groupes qui s'y expriment), ou de forces militantes (une scission sur Paris a réduit l'équipe de rédaction).

Les lieux associatifs enfin se sont développés dans quelques villes : Marseille, Rouen, Dijon. Et des projets sont en cours de réalisation ailleurs. Ils doivent jouer un peu la fonction qui était celle des bourses du travail au début du siècle pour le mouvement ouvrier, ou des maisons des femmes qui ont existé dans quelques villes : des lieux où l'on va pour s'informer, agir, rencontrer des gens avec qui discuter, de centres de services juridiques, d'une vie culturelle... Ces lieux doivent devenir un pôle de références pour les milieux homos dans une ville. Cette forme d'organisation souple est la seule qui permette la cohabitation (et peut-être la collaboration) des démarches individuelles forcément très diverses, la seule qui donne aux homos les lieux de vie et d'existence dont la société actuelle les prive (une course de vitesse est d'ailleurs engagée sur ce plan avec le secteur des boîtes commerciales, qui sont candidates pour organiser les homos dans une forme de société de consommation concurrente de l'organisation associative et militante).

A Marseille, Rouen, Dijon, le bilan est positif. Certes, il y a toujours le danger de se transformer en « marchands de bière », sans aucune dimension militante, ou bien celui de se faire virer par le propriétaire (ce qui

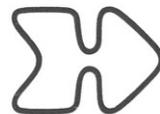
risque d'arriver à Rouen et a bien failli se produire aussi à Dijon). Il y a aussi le danger que ne s'instaure dans les faits une non-mixité au profit des hommes, la minorité de lesbiennes finissant par désertir un lieu d'où elles se sentent exclues (mais à Marseille c'est l'inverse qui se produit). Il est enfin à craindre que ne se mette en place un nouveau ghetto, qui enferme les homos au lieu de les tourner vers la société. Mais chacun de ces écueils est inévitable, et ne doit pas faire oublier l'intérêt majeur de tels lieux : proposer une forme d'organisation souple qui permet d'intéresser à la lutte contre l'oppression/répression des homos qui ne se reconnaissent pas dans les bases idéologiques des GLH (Groupes de libération homosexuel nés dans l'après-1968, marqués par le gauchisme), ni dans les engagements pris par le CUARH, alors qu'ils sont prêts à participer à des initiatives qui combinent politique et quotidien, vie associative (et vie tout court), sortie du placard et actions militantes.

La marche nationale du 19 juin et la perspective d'états généraux.

Sur chacun des problèmes, vie associative, campagnes « droits et libertés démocratiques » et presse, les choses ont donc un peu avancé depuis l'automne, mais pas suffisamment pour permettre une « refondation » du mouvement homosexuel sur des bases autres que la lutte antérieure sur l'abrogation de l'article 331-2 du Code pénal. Et c'est parce que la situation reste intermédiaire que les groupes, et le mouvement dans son ensemble, sont dans une situation de semi-crise.

Comme toujours dans des situations complexes de ce type, on voit se développer des tensions centrifuges : scission à Paris (ou à partir du CUARH-Paris un groupe a fondé la « RHIF », Rencontres des homosexualités d'Ile-de-France, pendant que la majorité se transformait en « COPARH », Comité parisien anti-répression homosexuelle); effritement du fonctionnement national du CUARH et repli des groupes sur eux-mêmes ; stratégies individuelles pour « se placer » en jouant des coudes vers la manne des subventions gouvernementales ; et surtout peut-être,

ABONNEMENTS



recul dans la mixité du mouvement (même si ici ou là des tendances contraires existent) : isolationnisme croissant de beaucoup de groupes de lesbiennes, et mise en retrait des femmes dans plusieurs groupes mixtes.

Le tableau d'ensemble n'est pas trop sombre, mais il s'est nettement terni en un an, ce qui contraste avec un « come out » (la « sortie du placard ») qui, lui, se développe assez massivement : la contradiction entre ces deux phénomènes montre bien qu'il y a un problème, qui ne pourra être surmonté qu'en s'engageant plus avant dans les nouvelles direccons qui se dessinent.

En plus de l'effort lent et patient, mais décisif à terme, d'implantation des groupes, journaux, lieux, dans la vie locale, les prochaines échéances nationales doivent permettre d'avancer vers une solution.

Le CUARH a pris l'initiative d'appeler à une marche nationale d'affirmation gaie, le 19 juin, idée qui a été soutenue et reprise par d'autres composantes du mouvement. La dernière semaine du mois de juin est en effet la semaine internationale de lutte des gais, l'équivalent du 1^{er} Mai des travailleurs ou du 8 Mars des femmes. Il s'agit de commémorer l'anniversaire d'affrontements entre les gays de New-York et la police (4 jours d'émeutes) qui, en 1969, ont marqué la renaissance du mouvement gai dans le monde. Alors que jusqu'ici ce sont surtout des initiatives locales qui avaient été prises en France à cette occasion, cette année le CUARH a décidé qu'il fallait que, pour la première fois depuis le 10 mai, les homos descendent massivement dans la rue. Ce sera donc un peu un test, et une échéance importante qu'il faut soutenir et préparer.

Les motifs de manifestation ne manquent pas : la répression, tout d'abord, est toujours aussi vive. A Dijon, Jacques Helie s'est fait assassiner sur les lieux de drague par deux loubards qui voulaient le rançonner. A Strasbourg, on sait comment l'évêque a refusé d'accueillir le congrès de l'International Gay Association quand il a appris le sens du mot « gay ». A Rouen, « les Balcons », le lieu associatif ouvert depuis quelques mois, risque d'être fermé suite à une action en justice du propriétaire. A Lyon, malgré deux manifestations d'écho national organisées pour la soutenir, Evelyne risque de se voir retirer la garde de son enfant parce qu'elle est lesbienne. Quatre exemples récents qui illustrent bien les multiples facettes de la répression, contre laquelle il

faut bien manifester. Ensuite il y a le retard ou la mauvaise volonté gouvernementale à tenir ses promesses : malgré le vote à l'Assemblée, la suppression de la loi antihomos n'est toujours pas parue au *Journal officiel*, des subventions promises ici où là n'arrivent pas, la révision du Code pénal laisse intactes bien des armes qui pourront demain être retournées contre les homos, etc. Enfin il faut profiter de cette journée nationale d'affirmation pour exiger des droits nouveaux, et en premier lieu celui de pouvoir s'exprimer dans les médias, de ne plus y être systématiquement ignorés ou traités comme des parias.

Mais l'enjeu de la journée du 19 juin n'est pas seulement de réaliser un rassemblement massif : il est aussi de faire un pas vers une transformation plus profonde du CUARH et du mouvement homo dans son ensemble. L'idée d'états généraux de l'homosexualité est dans l'air depuis près d'un an et il faudrait la voir avancer le 19 juin. Il s'agirait de donner une nouvelle impulsion au développement du mouvement en réalisant une initiative massive, spectaculaire et unitaire, où l'on discuterait des perspectives ; la fonction serait un peu la même que celle qui était assignée aux Assises nationales pour l'emploi des femmes des 24-25 avril derniers, même si la situation des deux mouvements, et donc des deux initiatives, ne peuvent être assimilés.

De tels états généraux pourraient être à la fois l'occasion d'un rassemblement massif pesant dans les rapports de forces face aux pouvoirs publics et aux médias, de débats sur les perspectives du mouvement homo, d'une unité des diverses composantes qui pourrait drainer de nombreuses personnes qui ne se reconnaissent pas dans l'éclatement actuel, d'une affirmation gaie se traduisant par de nouvelles campagnes. Ils peuvent donner une impulsion pour étoffer les groupes actuels et en lancer de nouveaux. Il est donc décisif de les préparer activement à travers la marche du 19 juin.

Cette marche doit permettre d'affirmer la volonté unitaire du CUARH. Elle peut rassembler les multiples composantes du mouvement homosexuel et obtenir le soutien des organisations ouvrières, démocratiques et féministes, sur ses axes revendicatifs principaux : extension des lois antiracistes à l'orientation sexuelle, abrogation immédiate, quels que soient les blocages du Sénat, de la loi antihomos, accès aux médias.

Abonnement

Profitez de la campagne d'abonnement d'essai couplé ROUGE-CRITIQUE COMMUNISTE, pour trois mois : 90 FF.

Abonnement séparé pour CRITIQUE COMMUNISTE :
1 an : 100 FF

Abonnement séparé pour ROUGE :
1 an : 230 FF (étranger, 320 FF).

Chèque à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.



Nom :

Prénom :

Adresse :

